

NON à la fermeture des établissements ! NON au travail en distanciel !
STOP à l'escalade répressive et liberticide !
Avec les lycéens et les étudiants, défendons nos revendications !

Jeudi 1^{er} octobre, alors que depuis près de deux semaines, le gouvernement répond aux mobilisations des lycéens par une répression d'une violence inouïe, le ministre Geffray a pris prétexte des « *violences commises aux abords des lycées* » pour demander que « *les cours soient assurés à distance lorsque des dégradations ou des blocus empêchent l'accueil des élèves en toute sécurité* », précisant que « *ces décisions seront prises au cas par cas par les chefs d'établissement, en lien avec les autorités académiques* ». D'ores et déjà, dans plusieurs académies et départements se met en place la(… fermeture des lycées, voire des universités, et s'organise l'enseignement en distanciel.

L'objectif est clair : comme dans le cadre de la fermeture forcée des usines par les patrons pour bloquer la grève des salariés, ou « lock out », il s'agit, en fermant les établissements, d'interdire à la jeunesse et aux enseignants de se réunir, de s'organiser et de se rassembler ou de manifester devant les lycées pour défendre leurs revendications.

Et pour cause, dans le même temps où il brutalise les lycéens, le gouvernement présente un projet de budget 2027 programmant 54 milliards d'euros de coupes dans les dépenses publiques nécessaires aux besoins fondamentaux de la population (Éducation, Santé, Sécurité civile…) tandis qu'il dilapide des milliards dans les aides aux entreprises (211 milliards en 2025), et ne cesse d'augmenter les dépenses d'armement (plus 6,4 milliards pour 2027) au nom des exigences du capital financier et de l'économie de guerre.

Mais les personnels ne sont pas dupes. Ainsi, les 51 professeurs du lycée René Cassin de Gonesse (95) réunis en assemblée générale le 1^{er} octobre déclarent-ils : « *Nous (...) prenons d'emblée position pour refuser le passage au distanciel. Au-delà de l'inefficacité prouvée de cette méthode d'enseignement, les lycéen.ne.s méritent une*

***proposition politique et non une manœuvre destinée à casser leur mobilisation* ».**

Ils ont raison ! Cette escalade liberticide doit s'arrêter ! Le gouvernement doit entendre la colère et satisfaire les revendications légitimes des élèves et des personnels pour : nos postes, nos conditions de travail, l'abandon des contre-réformes (*Réforme Blanquer du lycée et du baccalauréat, Parcoursup...*). C'est le seul moyen d'apaiser la situation.

Avec la FNEC FP-FO, le SNFOLC exige que la répression contre les élèves cesse immédiatement, que les gardes à vue, les sanctions, les poursuites engagées soient levées sans délai, et que les libertés de se réunir, de se rassembler, de manifester, de revendiquer soient respectées !

Avec la FNEC FP-FO, le SNFOLC appelle tous les personnels à se tenir dès maintenant et dans les jours qui viennent aux côtés des lycéennes et lycéens devant les établissements pour exprimer avec eux des revendications qui sont communes, pour les protéger de la répression gouvernementale.

Alors que l'Union syndicale lycéenne et l'Union étudiante appellent à une grande journée de mobilisation et de manifestations mardi 6 octobre, la FNEC FP-FO appelle les personnels à être massivement en grève ce jour-là et à manifester aux côtés des lycéennes et lycéens, des étudiantes et étudiants pour exiger : Stop à la répression envers la jeunesse ! Pas touche à nos élèves ! Créations de tous les postes nécessaires dans l'Éducation nationale et à l'Université ! Abrogation de Parcoursup ! Abandon du budget 2027 et ses 54 milliards d'€ d'économies !